

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Thomas Mehenni
Acheteur
02.32.73.34.45

MARCHES DE PRESTATIONS DE SERVICES

**Prestations de transports sanitaires terrestres et
de transports assis professionnalisés de
personne par taxi pour les établissements de
santé du Groupement Hospitalier de Territoire**

Numéro de la consultation : 25DAHL004

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES
Le Lundi 3 mars 2025 à 12h00

1.1 Quantitatif sur l'année 2024 des transports article 80 réalisés :

Etablissement	Nombre de transport article 80 en 2024
Groupe Hospitalier du Havre	4323
Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)	1186
Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)	553
Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)	257

1.2 Liste des sites du GHT estuaire de la Seine concernés par les transports articles 80

Voir Annexe 4 Liste des sites du GHT estuaire de la Seine

1.3 Transports sanitaires en ambulance (Lots 1-3-5-7-et 9)

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale, les transports par ambulance de patients sont définis comme suit :

- Le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise ;
- Le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène ;
- Le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie.

Les seuls prestataires habilités à répondre sont les transports sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrées dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code.

Le transport doit donc respecter les conditions définies à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le prestataire s'engage ainsi à disposer pour l'exécution de cet accord cadre d'un quota équipages/ambulances de 2 équipiers dont :

- au moins un agent disposant du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA)
- et 1 deuxième agent titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent.

1.4 Transports assis professionnalisés (Lots 2-4-6-8)

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique, du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale, les transports assis professionnalisés (TAP) s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Déficience ou incapacité physique invalidante nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage ;
- Déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant ;
- Déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène ;
- Déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.

Ces types de transport peuvent également viser des transports prescrits pour l'assuré ou l'ayant droit soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

Outre les transporteurs sanitaires agréés, les seuls prestataires habilités à répondre à ce type de transport sont notamment :

- **Les entreprises de taxis conventionnées avec les caisses primaires d'assurance maladie** pour le transport de patient, qui par nature en vertu de leur conventionnement d'une part, exploitent de façon effective et continue leur autorisation de stationnement depuis plus de deux ans, et d'autre part, proposent une prestation conforme à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription de transport.

L'entreprise de Taxi s'engage à réaliser une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

- Les transports sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrées dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code, à savoir les véhicules sanitaires légers (VSL).

1.5 Transports Bariatriques (Lot n°9)

Un transport sera considéré comme bariatrique si le patient est considéré comme souffrant d'obésité morbide sévères ou multicompliquées et est concerné par les trois critères suivants :

- Pesant plus de 130KG
- Ayant une autonomie limitée comme le fait de ne pas pouvoir se déplacer ou se lever seul, rendant nécessaire un transport couché.
- Ne pouvant pas être transporté par les conditions listés lors des lots précédents

Le prestataire devra :

- réaliser le transport avec une équipe de 2 personnes minimum
- être équipé d'un brancard adapté à la prise en charge de patient bariatrique.
- être équipé d'un véhicule adapté au transport de patient couchés.

Le prestataire devra décrire dans son offre les modalités de prise en charge d'un patient bariatrique et la liste des équipements prévus pour ce type de prise en charge.

Parmi les équipements exigés, certains devront être spécifiquement adaptés :

- Le brancard et son support pouvant supporter des poids jusqu'à 300 kg, avec système de fixation,
- Le plateau ou châssis pouvant supporter des poids jusqu'à 450 kg,
- Le matelas à dépression,
- La chaise portoir,
- Les attelles pour membres inférieurs et membres supérieurs,
- Les colliers cervicaux,
- Le brassard pour tensiomètre,
- Le matériel de couchage (matelas, draps)

En tout état de cause, le véhicule doit comporter un châssis permettant d'accueillir l'équipement et le matériel prévu dans le cahier des charges et offrir un habitacle permettant les interventions médicales à l'intérieur du véhicule.

Article 2 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES GENERALES

Le titulaire devra veiller à respecter l'ensemble de la réglementation et des normes applicables aux transports sanitaires et divers pendant toute la durée du marché.

Cette réglementation repose, notamment (liste non exhaustive), à la date de passation du présent marché sur les textes suivants :

- Code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L.322.5, modifié par LOI n°2015-1702 du 21 décembre 2015 - art. 82
- L.162-1-15, R.322-10s.
- Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L.6312-1 à L.6312-5, et R.6312-6 à R.6312-23 avec les modifications du Décret n°2015-1865 du 30 décembre 2015,
- Code de la Route notamment de l'article R.412-1 modifié par Décret n°2012-886 du 17 juillet 2012 - art. 3 et suivants, en particulier s'agissant du transport d'enfants, les véhicules de transport devront impérativement être équipés d'un siège auto homologué;
- Décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;
- Arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires terrestres ;
- Arrêté du 25 juin 2001 relatif aux visites techniques des véhicules effectuant des transports sanitaires.
- Arrêté du 19 novembre 2008 modifiant l'arrêté du 30 octobre 1987 relatif aux dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention urgente.
- Arrêté du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres, version consolidée au 3 février 2016.
- Circulaire DHOS/01/2005/67 du 7 février 2005 relative à l'organisation des transports de nouveau-nés, nourrissons et enfants (BO santé n°2005-2).
- Norme NF EN 1789 « Véhicules de transport sanitaire et leurs équipements. — Ambulances routières.
- Décret 87-965 du 30 novembre 1987 et l'arrêté du 10 février 2009 relatif aux agréments
- Arrêté du 29 octobre 2015 portant homologation des règles de bonnes pratiques relatives au prélèvement d'organes à finalité thérapeutique sur personne décédée
- Avenant n° 4 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, publié au JO du 31 juillet 2005
- Avenant n° 5 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, publié au JO du 5 août 2008.A
- Avenant n° 6 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, publié au Journal officiel du 21 octobre 2011.
- Avenant n° 7 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, publié au Journal officiel du 4 juillet 2014.
- Avenant n°8 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, paru au journal officiel du 20 juillet 2017.
- Avenant n°9 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, signé le 6 décembre 2019
- Avenant n°10 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, paru au journal officiel du 7 mars 2021
- Avenant n°11 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés, paru au journal officiel du 6 mai 2023
- l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Les nouveaux textes et documents applicables aux prestations du présent marché, et dont la mise en application devrait intervenir au cours de la durée du marché, devront être systématiquement remis au représentant des établissements sanitaires par le Titulaire. Si nécessaire, ils feront l'objet d'un avenant au marché pour leur prise en compte.

Article 3 PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 Prestations attendues concernant la prise en charge du patient ou des personnes

La prestation de transport est réalisée de jour comme de nuit (24 h/24 h) tous les jours de l'année y compris jours fériés (365 jours/an)

Le marché porte sur tous les transports sanitaires de personnes à la charge des établissements en fonction de la réglementation en vigueur au jour et à venir.

Selon l'article 80 et à la date de la présente consultation, les transports à la charge financière des établissements sont les suivants :

- Les transports « inter-établissements », à savoir les transports de patients hospitalisés depuis une entité juridique membre du groupement hospitalier de territoire vers une autre entité juridique, membre ou non

- du GHT, avec ou sans retour ;
- Les transports « intra-établissement », à savoir les transports entre entité géographique d'une même entité juridique ;
- Les transports d'un patient vers son domicile (ou vers une structure assimilée – EHPAD notamment) en cas de permission de sortie pour but thérapeutique d'une durée inférieure à 48 heures, ainsi que son retour vers l'établissement ;
- Les transports provisoires de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'établissement (en cabinet de ville par exemple) à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé.

Par ailleurs, et à l'exception des Unité de Soins de Longue Durée, tous les champs d'activité sanitaires des établissements sont visés : MCO, SSR, psychiatrie.

Cette liste n'est pas exhaustive et est donc susceptible d'évoluer par voie d'avenant en fonction de la réglementation.

Enfin, la prestation de transport inclut la prise en charge du dossier médical du patient et de ses effets personnels.

3.2 Prestations exclues

Sont exclues du présent marché les prestations terrestres de patients qui ne sont pas à la charge financière de l'hôpital, à savoir :

- Les transports médicalisés ;
- Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (commande de transport passée par un Samu-Centre 15) ;
- Le transport visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire en vue de son hospitalisation mais également les transferts depuis un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire vers un autre établissement lorsque le patient n'est pas hospitalisé au moment du transfert ;
- Les retours définitifs d'un patient vers son domicile ;
- Les transports de patients non hospitalisés depuis leur domicile vers un établissement concerné par la consultation pour la réalisation d'une consultation externe (notamment de préadmission) ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers une unité de soins de longue durée à l'exception des transports réalisés entre deux établissements relevant d'une même entité géographique ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers un EHPAD à l'exception des transports réalisés entre deux établissements ou relevant d'une même entité géographique.

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation qui pourrait évoluer.

Concernant les transports non pris en charge par les établissements, les patients conservent le libre choix de leur société d'ambulances.

Article 4 MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Dispositions générales

Il s'agit de transports à la charge financière et organisationnelle du pouvoir adjudicateur réalisé par des prestataires extérieurs de jour comme de nuit, en semaine, en week-end et jours fériés pour répondre aux besoins des établissements du GHT. Selon les modalités définies au titre des transports programmés et non-programmés, le pouvoir adjudicateur s'engage à transmettre les courses avec l'anticipation nécessaire à la bonne réalisation des transports.

Dans le cadre de la continuité de la prise en charge du patients, aucune dérogation, sauf lors d'absence justifiée et ayant fait l'objet d'un avis immédiat aux responsables des services concernés, ne sera accordée.

4.2 Prescription médicale

Une prescription médicale de transport (PMT) établie par un médecin identifié (RPPS-FINESS) doit précéder la réalisation du transport.

Il prescrit un moyen de transport au patient selon son état de santé et son niveau d'autonomie, conformément au référentiel de prescription de décembre 2006.

La prescription a pour objectif d'indiquer au transporteur sanitaire l'établissement prescripteur. Elle doit par ailleurs indiquer :

- L'identification du patient (nom, prénom, âge)
- La nature du transport (aller, aller-retour, transport simultané de plusieurs patients...)
- La date et l'heure de prise de rendez-vous du patient
- Le lieu de prise en charge
- Le lieu de destination
- Information complémentaire au sujet du patient

4.3 Modalités d'émissions des bons de transports aux titulaires

4.3.1 Choix du transport

Le choix du mode de transport (TAP, VSL, Taxi conventionné ou Ambulances 7jours/7) et ses caractéristiques appartiennent à l'Etablissement demandeur.

4.3.2 Plateforme informatique de régulation pour l'attribution des transports via l'outil de régulation Theo/Patti

Patti est la continuité du logiciel Théo (gestion flux patient). Celui-ci va permettre la régulation, l'affectation et la commande directe des transports sanitaires pour le patient.

En fonction de la demande de transport effectuée par les services de soins, Patti attribuera les transports de manière automatique aux différentes sociétés de transports sanitaires ou taxi selon un paramétrage préétabli et conformément aux règles du présent marché (ci-dessous).

Le titulaire s'engage à utiliser les applications web et/ou mobiles fournies gracieusement par le GHH dans le cadre du contrat pour signaler les différents états d'avancement des transports, leur acceptation, le délai proposé si applicable et les anomalies rencontrées.

Si le titulaire souhaite une dématérialisation totale et bidirectionnelle afin de simplifier les échanges, celui-ci devra disposer d'un outil de régulation permettant de recevoir les missions et de transmettre les états d'avancement, les délais proposés et les anomalies vers la plateforme SPS de façon automatisée nécessitant cette fois un abonnement aux frais du titulaire. Si cette solution est choisie par le titulaire, il devra l'indiquer dans son offre. (Voir annexe 5 et 6 tuto de l'application Patti sur téléphone et PC)

Les sociétés de transports et les services de soins communiqueront à travers Patti via des notifications comme :

- Des nouvelles demandes de transports
- Acceptation de la course
- Transports réalisés (prise en charge du patient effectuée)
- Anomalie ou problème concernant le transport

4.3.3 Règle d'attribution des transports:

Pour les lots Ambulances (1-3-5-7-9) :

Les prestataires seront sollicités par lot suivant un appel en cascade en suivant le classement établi au terme de l'appel d'offres après dépouillement :

- Le prestataire le mieux classé sera sollicité en premier
- Le prestataire classé en 2^{ème} sera sollicité si le 1^{er} n'est pas disponible
- Le prestataire classé en 3^{ème} sera sollicité si les 1^{er} et 2^{ème} ne sont pas disponibles

Pour les Lots Transports Assis Professionnalisés (2-4-6-8) :

Les prestataires seront sollicités par lot suivant un appel en cascade du moins-disant au mieux-disant en fonction de la distance du trajet et des tarifs indiqués dans les différents BPU des titulaires du lot.

- Le prestataire le moins-disant selon le transport à réaliser sera sollicité en premier
- Le prestataire le 2^{ème} moins-disant sera sollicité si le 1^{er} n'est pas disponible
- Le prestataire le 3^{ème} moins-disant sera sollicité si les 1^{er} et 2^{ème} ne sont pas disponibles

Les demandes de transports comportent les données de temps et de lieu du trajet, le moyen de transport prescrit et toutes les informations nécessaires à la réalisation du transport.

4.3.4 Cadre particulier dans le cas d'une offre retenue sous la forme d'un groupement

Pour rappel, les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Dans le cadre d'une offre retenue sous la forme d'un groupement. Le marché sera signé avec le mandataire du groupement désigné dans l'acte d'engagement, qui représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne l'attribution des bons de commandes des membres de son groupement, par une régulation unique, ou un calendrier d'affectation des bons de commandes.

Il devra alors indiquer dans l'offre le fonctionnement de la répartition des demandes de transport entre les différents membres, exemple (calendrier d'attribution, attribution aléatoire, régulation commune). Ce fonctionnement déterminera les règles d'attributions à intégrer à la plateforme informatique de régulation (Theo/Patti).

4.4 Délais pour tous les types de transports (en ambulances, vsl, taxis)

- **Les transports programmés**

Ce sont les transports pour lesquels une demande de transport est adressée au titulaire au plus tard 24h (Hors transports bariatrique) avant la prise en charge effective.

Concernant les transports bariatrique, les transports seront considérés comme programmé lorsque la demande de transport sera adressée au plus tard 72 heures.

La demande de transport est transmise pour régularisation au titulaire après l'appel téléphonique par voie électronique.

- Délai d'exécution des transports programmés : le titulaire est tenu de prendre en charge le patient au jour, au lieu et à l'heure indiqués par la demande émise et validée 24 heures avant le transport effectif.

- **Les transports non-programmés**

Ce sont les transports pour lesquels une demande est adressée au titulaire dans un délai inférieur à 24h avant la prise en charges effective et avant 72 heures pour les transports bariatrique.

La demande de transport est transmise pour régularisation au titulaire après l'appel téléphonique, par fax ou par voie électronique.

- Délai d'exécution des transports non-programmés : le titulaire est tenu de prendre en charge le patient dans un délai maximum d'une heure qui suit la demande, faite par appel téléphonique et validée par le titulaire.

4.5 Engagement du ou des titulaires

La ou les entreprise(s) soumissionnaires s'engage(nt) sans exception, de jour comme de nuit, y compris les jours fériés, à assurer les transports demandés par l'établissement prescripteur et à répondre rapidement à la demande exprimée en respectant les horaires convenus avec l'établissement de santé.

Les titulaires du marché sont tenus de respecter les dates et heures des rendez-vous fixés aux patients et figurant sur la demande de transport.

4.6 Mission blanche

Lorsqu'un transport est attribué à une société titulaire, que celle-ci se déplace pour venir prendre en charge le patient mais que finalement le patient n'est plus à transporter ou que la prestation est déjà réalisée par une autre société. Le titulaire ayant reçu initialement la demande de transport recevra en compensation le paiement d'une mission blanche. Les montants d'une mission blanche sont les suivants :

- Lots 1 à 8 = 80€ TTC
- Lot 9 (transport bariatrique) = 50% du prix total du transport prévu

En tout état de cause, la facturation de ces missions blanches devra faire l'objet d'une justification probante et de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur (Responsable transport sanitaire).

Toutes facturations de mission blanche n'ayant pas reçu la validation du pouvoir adjudicateur au préalable ne sera pas payée.

4.7 Moyens mis en œuvre

Les titulaires mettront en œuvre des moyens matériels performants et en suffisance, ainsi que du personnel qualifié, afin de pouvoir assurer un avancement normal des prestations, tout en garantissant la qualité irréprochable des prestations. En cas d'interruption imprévue, totale ou partielle, le titulaire doit en aviser dans les plus brefs délais le responsable du Service de Transport de l'établissement concerné et les services référents transports patients, afin de trouver avec eux une solution adaptée pour la poursuite des prestations.

Pour réaliser les prestations, le titulaire devra être doté d'une permanence téléphonique 24 h/24 h et 7 j/7.

S'agissant « des entreprises de taxis », la zone de rattachement de l'autorisation de stationnement des véhicules doit nécessairement inclure l'établissement et le domicile des patients pour ceux dialysés à domicile afin d'intervenir dans les délais impartis.

Article 5 DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

5.1 Responsabilité

Les titulaires de marché sont responsables de leur personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit (accidents survenant par le fait de leurs employés, dégâts produits à l'occasion de l'exécution de leurs missions...)

Les titulaires sont tenus de souscrire toute police d'assurance utile pour la garantie des risques et devront en justifier chaque année par la production des attestations d'assurance correspondantes.

Les équipages devront être composés dans le respect de la réglementation régissant les transports en ambulance et en véhicule sanitaire léger. Le personnel employé satisfera aux conditions réglementaires d'exercice de la profession d'ambulancier et devra être en mesure de justifier à tout moment de ses qualifications.

Le personnel du titulaire du marché sera responsable :

- De la surveillance du patient jusqu'à sa prise en charge par le personnel accrédité ainsi que l'exécution de gestes appropriés à l'état du patient.
- Du matériel mis le cas échéant à sa disposition par l'Etablissement et notamment de son transport retour vers le service d'hospitalisation d'origine (ex : drap, matériel de soin, etc.).
- Du dossier médical ou de tous documents administratifs remis dans le cadre de la prise en charge du patient ainsi que les effets personnels du patient.
- De la bonne conservation de la demande de transport établie par l'établissement.
- Du respect des horaires de dépose et de reprise des patients.
- De l'intégrité physique, du respect de la dignité, et du confort de la personne transportée.
- Du bon comportement (écoute, cordialité et courtoisie) de ses agents auprès patients, des familles, et des agents hospitaliers.
- Du bon respect des règles de circulation, de stationnement, et d'accès aux locaux.
- Du bon respect du règlement intérieur de chaque établissement (ex : interdiction d'entrée dans les salles de soins, etc.).

5.2 Secret professionnel

Le personnel chargé d'exécuter les prestations est tenu à une obligation générale de discrétion et de confidentialité quant aux conditions d'exécution des prestations objet du présent marché et aux informations qui lui sont communiquées (identité du patient, dossier médical, origine, destination, etc...).

5.3 Tenue et comportement général

Le personnel du prestataire doit obligatoirement porter une carte d'identité ainsi qu'un badge attestant de sa qualité professionnelle. Il se conformera à tout procédure d'identification et de contrôle mis en place par le pouvoir adjudicateur de chaque l'établissement. Il devra porter une tenue correcte, propre et facilement identifiable.

Le prestataire s'engage à ce que son personnel respecte l'intégrité physique, la dignité, le confort de la personne transportée et ait un comportement courtois à son égard comme à celui de sa famille et des différents personnels de l'établissement.

La direction de l'Etablissement se réserve la possibilité d'exiger du titulaire du marché le remplacement d'un de ses agents dont la tenue ou le comportement général ne seraient pas compatibles avec les exigences de la qualité de prise en charge des patients que l'Etablissement se doit de faire respecter.

5.4 Règlement intérieur

Le titulaire s'engage à se conformer au règlement intérieur des Etablissements :

- Ses agents doivent satisfaire à toutes les obligations du Code de la Route et se conformer aux règles de circulation interne et de sécurité en vigueur dans l'enceinte de tous les établissements.
- Il est rappelé que conformément aux dispositions du décret 1386 du 15 novembre 2006 il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte d'un Etablissement de Santé et en raison d'interférences possibles aux niveaux des équipements médicaux, il est strictement interdit d'utiliser les téléphones portables dans les bâtiments d'hospitalisation et de consultation.

5.5 Continuité de service

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève précédé ou non d'un avis de la part de ses salariés, le titulaire est tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues au marché. A cet effet, il prend à ses frais toutes dispositions nécessaires pour assurer la continuité du service et les soumet préalablement à l'agrément écrit de la personne responsable du marché.

5.6 Visite médicale et protection individuelle

A la demande de l'Etablissement, le titulaire doit faire la preuve que son personnel a bien effectué les visites médicales réglementaires.

Article 6 DISPOSITIONS RELATIVES AUX VEHICULES ET A LEUR EQUIPEMENT

6.1 Le parc automobile

Les véhicules utilisés pour assurer les transports visés par ce marché ainsi que leurs équipements doivent répondre aux normes en vigueur et respecter l'ensemble des textes à venir régissant les prestations objets du présent marché.

Les titulaires sont responsables de la maintenance et de l'entretien de leurs véhicules. Ces véhicules doivent assurés, être dans un état mécanique parfait et doivent comporter des carnets de bord indiquant les révisions et les réparations effectuées depuis leur mise en service.

L'attestation de mise en service des véhicules sera exigée par l'Etablissement.

6.2 L'équipement

Les titulaires de marché sont responsables de leur approvisionnement en matériel et en linge et de leur propreté (concerne plus particulièrement le transport en ambulance).

Le matériel de premier secours conforme à la réglementation des transports sanitaires doit être en permanence complet et en état de fonctionnement à bord des véhicules.

Les matériels utilisés devront avoir impérativement le marquage CE.

L'Etablissement se réserve le droit de procéder, à tout moment, à l'inspection des véhicules et de leur équipement (matériel et linge) et de notifier au Titulaire du marché toutes remarques qu'il jugera opportunes pour corriger dans les délais les plus brefs les anomalies constatées.

Article 7 DISPOSITIONS RELATIVES A L'HYGIENE

Le titulaire se devra de prendre les mesures nécessaires aux bonnes pratiques de son domaine de prestation selon les normes en vigueur.

Le titulaire s'engage et ce, conformément à la réglementation en vigueur et au protocole de nettoyage et de désinfection des ambulances propre aux établissements, à :

- appliquer un protocole de nettoyage et désinfection de tout matériel en contact avec le patient
- nettoyer et désinfecter l'intérieur des véhicules

- tracer ces actions dans le domaine
- remettre ses protocoles d'hygiène qui seront soumis pour validation à la personne responsable de l'hygiène dans l'Etablissement

Le titulaire veillera à diffuser auprès de son personnel les consignes qui lui auront été communiquées et à leur application.

L'établissement se réserve la possibilité d'apporter les modifications qu'il jugera nécessaire aux protocoles en vigueur, les corrections, le titulaire devra alors s'y confirmer.

Article 8 INFRACTIONS

Les infractions aux clauses du présent dossier de consultation, à la réglementation des transports sanitaires ou à la déontologie des ambulanciers, seront portées à la connaissance du sous-comité départemental des transports sanitaires.

En cas d'infractions graves ou répétitives d'un Titulaire de marché, signifiées par lettre recommandée, ou en cas de retrait ou de suspension d'agrément, il sera procédé :

- à son exclusion du marché sans délai, ni indemnité, s'il est titulaire du marché,
- à son exclusion du fonctionnement s'il est membre d'un groupement.

D'autre part, tout véhicule mal stationné ou gênant la circulation est susceptible de faire l'objet d'un enlèvement par la fourrière, à la demande de l'établissement.

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 29 janvier 2025